

L'Europe est à l'écoute de ces militants anti-OGM

La Pouëze (Erdre-en-Anjou) — L'association locale de lutte contre les OGM a été entendue par le conseil d'État. Ses militants organisent une conférence ce vendredi.

Trois questions à...

André Roulleau, militant de l'association locale OG2M (organismes génétiquement modifiés et mutés), qui dénonce la présence d'OGM cachés en France.

Comment agit votre association OG2M ?

Avec neuf autres associations au niveau national, nous avons interpellé le Premier ministre, fin 2014, en demandant un moratoire sur le colza muté résistant à l'herbicide. Pour nous, c'est la plante qui présente le plus de risques. C'est celle qui a le plus de cousins dans la nature et il y a de gros risques de dissémination.

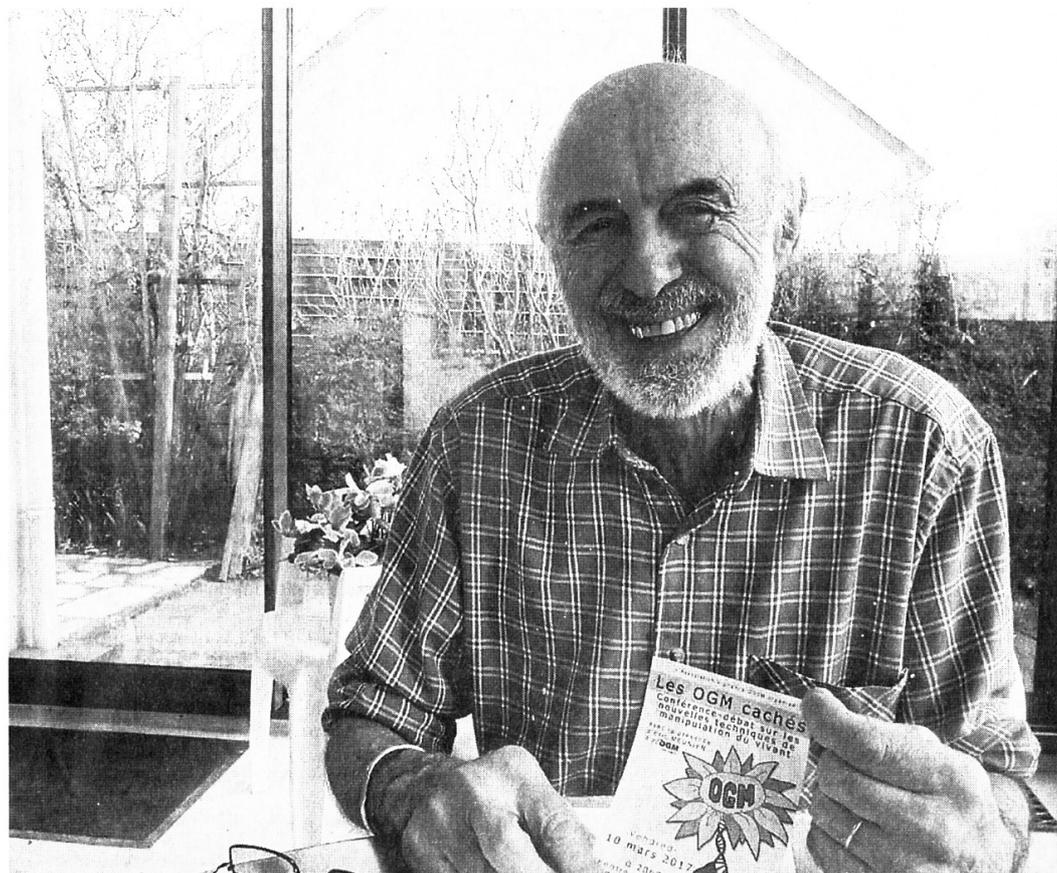
Le Premier ministre n'a pas répondu, alors on a interpellé le conseil d'État au printemps 2015. Après un long délai, on a été surpris : en juin 2016, il nous a convoqués pour une expertise. Ce qui est très rare. Il nous a fallu un avocat spécialisé dans ces questions environnementales.

Deux experts scientifiques ont également fourni un rapport écrit. La réunion a duré trois heures, et le conseil d'État a retenu nos questions. En septembre, le conseil d'État a renvoyé le dossier devant la cour de justice européenne. L'enjeu est de redéfinir ce que sont les OGM. Une question que commencent aussi à se poser les États-Unis !

Où en est la situation des OGM en France ?

L'Union européenne autorise l'importation et la commercialisation de certains OGM. En France, depuis 2010 un moratoire interdit tous les OGM par transgénèse (transfert de gènes extérieurs à la plante dans celle-ci, N.D.L.R.).

Mais depuis, on a vu apparaître des nouvelles plantes modifiées par mutagenèse, comme le colza et le



André Roulleau, membre d'OG2M, association basée à La Pouëze et qui rassemble une trentaine de militants.

tournesol. On voit dans les champs ces variétés végétales tolérantes aux herbicides qui ont inquiété le ministère de l'agriculture et de l'environnement. Au point de commander une étude scientifique collective de l'Inra (l'institut national de recherche agronomique) et du CNRS (Centre national de recherche scientifique) en 2011. Aujourd'hui, on a 150 000 ha de tournesol cultivés en France, issus de

mutagenèse.

Comment informez-vous le public ?

Vendredi, nous organisons une conférence animée par Eric Meunier, rédacteur à Inf'OGM. Cette association indépendante et critique sur les OGM, les biotechnologies et les semences.

C'est une conférence-débat sur ces fameux OGM cachés, ces nouvelles techniques de manipulation du vivant, utilisées par les semenciers pour contourner l'interdiction.

Vendredi 10 mars, à 20 h 30, au théâtre de l'Ardoise. Entrée et participation libre.